

# ANALYSE DES PLACEMENTS FOSSILES DE LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC EN 2017

Sébastien Collard  
Coalition Sortons la Caisse du carbone



#SortonsLaCaisseDuCarbone

## Analyse des placements fossiles de la Caisse de dépôt et placement du Québec en 2017

ISBN [978-1-988870-05-2](#)

Date de publication: Mai 2018

© Sébastien Collard / Coalition Sortons la Caisse du carbone

*La coalition [Sortons la Caisse du carbone](#) regroupe plusieurs organismes environnementaux, syndicats, groupes citoyens et religieux demandant un désinvestissement complet de la Caisse de dépôt et placement du Québec du secteur des énergies fossiles. À ce jour, la coalition a reçu l'appui de plus de 250 000 Québécoises et Québécois qui font partie des organisations citoyennes et syndicales s'étant prononcées en faveur d'un désinvestissement de la CDPQ des hydrocarbures.*



#SortonsLaCaisseDuCarbone

# Analyse des placements fossiles de la Caisse de dépôt et placement du Québec en 2017

Coalition Sortons la Caisse du carbone

## Conclusions principales



**Stabilisation de la PROPORTION des énergies fossiles dans le Portefeuille global de la Caisse à 6,2 %**

**Sortie amorcée de certains secteurs à fortes émissions (charbon et sables bitumineux)**



**INVESTISSEMENT TOTAL dans le pétrole, le gaz et le charbon en hausse de 1,5 G \$ et atteignant un record de 18,5 G \$**

**La Caisse aurait pu en 2017 laisser décroître ses placements dans les énergies fossiles si elle n'avait pas procédé à une injection massive de liquidités**

**Ajout de 3,0 G \$ dans le secteur des pipelines pour atteindre 8,2 G \$**

## En 2017, la CDPQ a ouvert la porte à un processus de décarbonisation

L'analyse des investissements de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans les hydrocarbures montrait en 2016 une croissance très importante de la valeur des placements dans les énergies fossiles, laquelle était directement associée à l'injection de nouveaux fonds. Il est possible de se demander si la Caisse a renversé cette tendance en 2017, considérant qu'elle a rendu publique cet automne sa *Stratégie d'investissement face aux changements climatiques*<sup>1</sup>, laquelle vise à tenir compte de l'impact climatique de ses futurs investissements et à diminuer l'intensité des émissions de carbone de l'ensemble de ses actifs.

De cette *Stratégie d'investissement* a découlé un premier *rapport d'investissement durable* publié le 27 avril 2018. Ce rapport fait état des cibles de réduction d'intensité des émissions (-25 % d'ici 2025), du système de reddition de comptes auquel sont soumis les gestionnaires de portefeuille ainsi que des objectifs d'augmentation des investissements dans les énergies propres (8 milliards \$ d'ici 2020).

Sortons la caisse du carbone a remarqué dans le rapport d'investissement durable<sup>2</sup> de la Caisse que les secteurs de la *Production d'électricité non-renouvelable* et de l'*Énergie* sont responsables de 59 % des émissions de gaz à effet de serre du portefeuille global de la Caisse et ce, alors qu'ils ne représentent ensemble que 10 % de sa valeur. Cette donnée montre clairement la pertinence du désinvestissement des énergies fossiles, notamment pour réduire l'intensité carbone, puisqu'une faible proportion du portefeuille ayant affiché un *mauvais rendement en 2017* est responsable de la majorité des émissions. En effet, selon les calculs de Recycle-ta-caisse, le rendement boursier probable obtenu par le portefeuille des 50 compagnies pétrolières et gazières dans lesquelles la Caisse détenait le plus d'investissements aurait été de -6,2% en 2017.

Le présent rapport vise d'abord à présenter l'analyse de l'évolution des placements de la Caisse dans les entreprises exploitant ou transportant le pétrole, le gaz et le charbon. Ensuite, bien que la nouvelle stratégie d'investissement de la Caisse n'ait été mise en oeuvre que pendant un seul trimestre de l'année 2017, nous avons tenté d'évaluer s'il est possible de commencer à en mesurer les effets sur le portefeuille qui nous intéresse, celui des énergies fossiles. Ainsi, nous avons mesuré en 2017 si la Caisse avait procédé à de nouveaux investissements dans les énergies fossiles, s'il y avait une baisse de la valeur des placements dans certains des secteurs les plus polluants (sables bitumineux canadiens et charbon) et enfin, si les liquidités que génèrent la vente d'actifs des secteurs à fortes émissions étaient réinvesties ou non dans les énergies fossiles. Cette analyse vise ainsi à apporter un éclairage sur la démarche de la Caisse et propose des éléments d'analyse au regard des défis que posent les changements climatiques ainsi que la transition énergétique accélérée vers une économie sans carbone.

---

<sup>1</sup> En réaction à l'annonce de la Caisse, *Sortons la caisse du carbone* a mentionné que les cibles d'intensité d'émissions annoncées devaient rapidement devenir plus ambitieuses afin de réduire davantage l'exposition de la Caisse au risque d'éclatement d'une bulle carbone et d'être en ligne avec ce qu'exige l'Accord de Paris en terme de réduction de l'utilisation des combustibles fossiles.

<sup>2</sup> Voir à la page 11, le graphique 4 (*Composition du portefeuille : dollars et empreinte carbone*).

## Investissements dans le pétrole, le gaz et le charbon

En 2017, la valeur totale du portefeuille composé d'actions et d'obligations de compagnies des secteurs du pétrole, du gaz et du charbon à la Caisse se situait à 18,5 milliards \$<sup>1</sup>, en hausse de 8,8 % (ou de 1,5 milliard \$) par rapport à 2016 (Tableau 1).

Comme la valeur du portefeuille global de la Caisse a connu une croissance similaire (9,3 %), la proportion des placements de la Caisse qui se retrouvent dans ces trois formes d'énergies fossiles par rapport à son portefeuille global est demeurée stable à 6,2 % en 2017 et ce, après avoir bondit de 5,0 % à 6,3 % entre 2015 et 2016.

Le PDG de la Caisse, [Michael Sabia](#), a indiqué en février 2018 qu'il visait une diminution graduelle et ordonnée de la proportion des énergies fossiles dans le portefeuille global de la Caisse. Cet objectif n'a pas été atteint en 2017. Cependant, la stabilisation de l'augmentation de cette proportion est un phénomène intéressant qui pourrait être un prélude à son atteinte et dont il faudra suivre l'évolution.

**TABLEAU 1**  
**PLACEMENTS DE LA CDPQ DANS LES ÉNERGIES FOSSILES**

	2015	2016	2017
Total énergies fossiles	12,4 G \$	17,0 G \$	18,5 G \$ <sup>3</sup>
Proportion des compagnies d'énergies fossiles dont le nombre d'actions ou d'obligations a augmenté	5,0 %	6,3 %	6,2 %
Proportion des entreprises dont le nombre d'actions ou obligations a significativement diminué (> 10 %)	N/D	62 %	33 %
Proportion des compagnies d'énergies fossiles dont le nombre d'actions ou d'obligations a significativement diminué (> 10 %)	N/D	25 %	49 %

<sup>3</sup> Idem.

## Injection massive de liquidités dans les énergies fossiles en 2017

Les tableaux en annexe montrent que la majorité des placements de la Caisse dans les énergies fossiles se concentre dans les secteurs pétrolier et gazier (17,9 milliards \$). Il est important ici de préciser qu'en 2017, le marché des actions dans le pétrole et le gaz à la Caisse a connu un rendement négatif (-6,2%), comme l'indiquait [le rapport d'avril 2018 de Recycle ta Caisse](#). Conséquemment à cette baisse de la valeur des titres, le montant total des placements dans ce secteur aurait été en baisse si la Caisse n'avait pas procédé à l'acquisition d'actions et d'obligations dans le secteur pétrolier et gazier. Qui plus est, la Caisse a dû procéder à l'achat de titres pour permettre à la valeur du portefeuille pétrole et gaz de croître de 1,7 milliard \$ entre 2016 et 2017. Sortons la caisse du carbone a analysé plus spécifiquement où la Caisse a injecté ces nouveaux fonds.

Dans le premier tableau en annexe, on remarque que le titre ayant connu la plus forte augmentation est celui de *Colonial Pipeline*. Cet oléoduc, dont [l'explosion](#) avait causé la mort d'une personne en 2016, s'est vu gratifier d'une augmentation de 1,0 milliard \$ d'investissements supplémentaires par la Caisse. D'autres augmentations significatives ont été observées en 2017 dans des compagnies telles qu'*Enbridge* (+563 millions \$), *Exxon* (+341 millions \$), *Pembina Pipeline* (+261 millions \$) et *Kinder Morgan Canada* (+173 millions \$). Précisons que ces dernières compagnies ont toutes connu un rendement boursier négatif en 2017<sup>4</sup>, ce qui indique que la hausse de leur valeur est directement associée à l'achat d'actions.

Plus précisément, ces entreprises font partie d'un groupe sélect de 10 compagnies dont la valeur des placements dans le portefeuille de la Caisse a connu une croissance de 3,4 milliards \$. Parmi celles-ci, une seule (*Pembina Pipeline*) a vu son titre connaître une croissance boursière en 2017, ce qui illustre bien qu'il a été nécessaire d'injecter massivement des liquidités pour permettre à la Caisse d'augmenter de 1,7 milliard \$ la valeur de son portefeuille dans le pétrole et le gaz.

## Début de sortie des secteurs à fortes émissions

La *Stratégie d'investissement face aux défis climatiques* de la Caisse vise à diminuer de 25% l'intensité des émissions par dollar investi d'ici 2025. Un tel objectif pourrait avoir pour effet d'amener progressivement les gestionnaires de portefeuille à réévaluer les investissements dans les secteurs ayant les plus fortes émissions, tels que ceux du charbon et des sables bitumineux.

Entre 2016 et 2017, ces deux secteurs ont connu une décroissance significative de la valeur totale des placements (Tableau 2: -18,2 % pour le charbon et -8,1 % pour les sables bitumineux). Dans le cas des sables bitumineux, notons que la décroissance a été encore plus prononcée pour certaines entreprises dont il s'agit de la principale activité (ex : *CNRL* et *Suncor*). La Caisse a cependant augmenté de 53% le nombre de ses parts dans *Seven Generations Energy*<sup>5</sup>, tandis que la valeur totale des investissements dans cette entreprise a diminué de 13% en raison de la chute du titre en bourse.

↳

---

<sup>4</sup> Nous invitons le lecteur à consulter l'annexe du rapport [Nouvelles pertes importantes de la Caisse dans le pétrole en 2017](#) à propos des pertes importantes de la Caisse dans le pétrole et le gaz en 2017 pour obtenir les détails:

<sup>5</sup> Cette compagnie porte ce nom pour indiquer que son activité doit permettre aux gens de vivre dans un environnement sain pendant sept autres générations, ceci alors que sa mission est d'exploiter l'une des ressources les plus polluantes de la planète.

## TABLEAU 2 PLACEMENTS DE LA CAISSE DANS DEUX SECTEURS FORTEMENT ÉMETTEURS

	CHARBON <sup>6</sup>		SABLES BITUMINEUX <sup>7</sup>	
	2016	2017	2016	2017
Total des placements	765 m \$	626 m \$	6,2 G \$	5,7 G \$
Proportion des entreprises dont le nombre d'actions ou d'obligations a augmenté	83 %	29 %	78 %	22 %
Proportion des entreprises dont le nombre d'actions ou obligations a significativement diminué (> 10 %)	17 %	67 %	17 %	61 %

Le tableau ci-dessus fait ressortir un changement au niveau de la gestion des portefeuilles de la Caisse. On remarque en effet une inversion de la tendance au niveau du nombre d'entreprises investies dans les secteurs à fortes émissions pour lesquelles la Caisse a acquis ou s'est départie de titres. En 2016, la Caisse investissait de nouvelles liquidités au niveau de la grande majorité des compagnies de charbon et de sables bitumineux (83 % et 78 %), alors qu'en 2017, elle effectuait le plus souvent une vente d'actions ou de titres obligataires dans ces secteurs (67 % et 61 %).

### Pipelines sous pression par injection massive de liquidité

Nous avons vu précédemment que pour augmenter ses investissements de 1,7 milliard \$ dans le pétrole et le gaz et pour compenser la mauvaise performance économique de ce secteur, la Caisse a dû investir 3,4 milliards \$ dans 10 entreprises spécialisées dans les énergies fossiles. La plupart de ces compagnies étaient spécialisées dans le transport d'hydrocarbures (oléoducs et gazoducs).

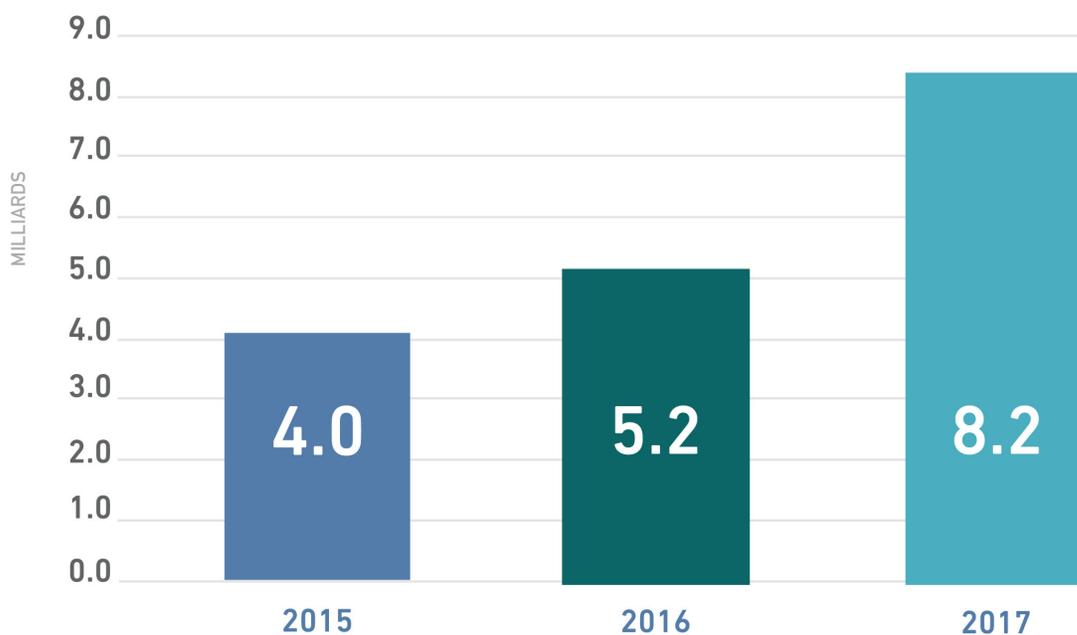
Plus précisément, la Caisse a augmenté de 3 milliards \$ sa participation dans les compagnies exploitant les pipelines en 2017 (voir graphique 1).

<sup>6</sup> Notons que nous avons ajouté à notre analyse cette année les compagnies faisant partie d'une liste des 120 plus importantes compagnies d'électricité qui ont des projets de construction de centrales au charbon. "These 120 companies are responsible for 2/3 of the new coal-fired power stations planned around the globe. In order to identify the institutional bond and shareholders of the 120 top coal plant developers, Profundo used financial databases such as Thomson EIKON and Bloomberg". Ces compagnies ne sont souvent pas les mêmes que celles qui étaient dans nos rapports des années précédentes, car nous nous étions basés pour faire notre étude sur la liste des 100 compagnies ayant les plus importantes réserves de charbon dans le monde.

<sup>7</sup> Les compagnies transportant les sables bitumineux sans les exploiter ne sont pas considérées ici.

## GRAPHIQUE 1

### INVESTISSEMENTS DE LA CDPQ DANS LES OLÉDUCS ET GAZODUCS



#### Conclusion

En 2017, la Caisse de dépôt et placement du Québec a annoncé un processus de diminution de l'intensité carbone de son portefeuille avec sa nouvelle *Stratégie d'investissement*, laquelle selon Sortons la Caisse du carbone n'est pas suffisamment ambitieuse par rapport au désinvestissement qui doit être opéré pour être en ligne avec ce qu'exige l'Accord de Paris et la transition technologique en cours quant à la réduction de l'utilisation des combustibles fossiles. Notre analyse montre que la stratégie de la Caisse a tout même permis de :

1. Stabiliser la proportion du portefeuille investi dans les énergies fossiles par rapport au portefeuille global de la Caisse ;
2. Amorcer un retrait des placements dans les secteurs fortement émetteurs du charbon et des sables bitumineux.

Cependant, comme le mentionnait le secrétaire général de l'ONU, [António Guterres](#), à la tribune de la 23<sup>e</sup> conférence sur le climat, à Bonn le 15 novembre 2017, nous ne pouvons point poursuivre les investissements dans les énergies fossiles qui promettent « un avenir insoutenable ». « Les marchés doivent être réorientés loin de ce qui est contre-productif », a-t-il martelé. Est-ce que la Caisse a répondu

à cet appel des Nations Unies en 2017 ainsi qu'aux exigences de la transition rapide vers les énergies renouvelables qu'exigent l'Accord de Paris? La réponse est clairement non, et voici pourquoi :

### **1. La valeur des placements de la Caisse dans les énergies fossiles a continué d'augmenter en 2017**

La Caisse a augmenté de 1,5 milliard \$ ses investissements dans les énergies fossiles en 2017, ce qui est de toute évidence incompatible avec l'Accord de Paris. La valeur totale du portefeuille dans le pétrole, le gaz et le charbon atteint ainsi un record de 18,5 milliards \$.

La Caisse s'est donnée pour objectif, avec sa stratégie de placement, de diminuer ses émissions de 25 % par dollar investi d'ici 2025. L'une des manières d'atteindre cet objectif aurait pu consister à diminuer la valeur totale de ses placements dans les énergies fossiles. Les données de notre rapport indiquent que la Caisse n'a pas appliqué cette stratégie en 2017.

### **2. La Caisse a continué d'investir massivement dans les énergies fossiles en 2017**

Rappelons d'abord que les investissements dans les énergies fossiles de la Caisse ont été moins rentables que l'ensemble de son portefeuille en 2017. En effet, la Caisse a obtenu, avec les 50 plus importants titres qu'elle détenait dans le pétrole et le gaz, [une perte de rendement de 6,2 % en 2017](#). La Caisse a manqué une excellente occasion de laisser décroître la valeur de ce portefeuille suite à la perte enregistrée au niveau de la valeur des titres. Si la valeur totale du portefeuille n'a pas diminué, c'est que la Caisse a compensé la perte de rendement en injectant massivement de nouvelles liquidités dans les titres pétroliers et gaziers.

De la même manière, la vente d'actifs dans les secteurs fortement émetteurs que sont le charbon et les sables bitumineux auraient pu entraîner une baisse de la valeur globale du portefeuille des énergies fossiles à la Caisse si les liquidités générées avaient été investies ailleurs. Comme la valeur totale du portefeuille énergies fossiles n'a pas diminué, force est d'admettre que la Caisse n'a pas fait ce choix.

Au contraire, la valeur totale de ses placements dans les énergies fossiles a augmenté de 1,5 milliard \$, augmentation qui a nécessité à nouveau de procéder à des achats de titres (actions et obligations) dans le secteur des énergies fossiles.

### **3. La Caisse a massivement investi dans les pipelines en 2017 et sa stratégie d'investissement axée sur les émissions pourrait expliquer cette situation**

Comparativement à la production d'électricité à partir du charbon ou du gaz ainsi qu'à l'industrie des sables bitumineux, une entreprise dont les activités se limitent aux pipelines génère beaucoup moins d'émissions. Pour réduire l'intensité carbone de son portefeuille de 25%, la Caisse doit nécessairement privilégier dans ses nouveaux investissements les titres de compagnies générant moins d'émissions. Conséquemment, une stratégie d'investissement basée sur les émissions ne peut mener en elle-même à diminuer les investissements dans les pipelines. Elle pourrait, au contraire, entraîner une augmentation des investissements dans les oléoducs et c'est précisément qui est survenu en 2017 avec une augmentation de 3 milliards \$ de nouveaux investissements dans les entreprises exploitant les pipelines.

Fait à noter, ceci va à l'encontre de ce qu'a affirmé M. Sabia lors de l'[Étude des crédits budgétaires à l'assemblée nationale](#) le 1er mai 2018, alors qu'il répondait à la question du député de Gouin, M. Gabriel Nadeau-Dubois. Ce dernier demandait combien d'argent la Caisse détenait dans le pipeline Trans Mountain de Kinder Morgan et si la Caisse allait y retirer ses investissements. M. Sabia a répondu que « *pour réaliser les cibles quantitatives [d'intensité d'émissions] de cette nouvelle politique, toutes nos équipes sont en train de réexaminer chacun des investissements dans leurs portefeuilles [...] Ils ont tous les instruments techniques nécessaires pour mesurer l'intensité de carbone afin d'être aligné avec les objectifs de cette politique.* ». Et d'ajouter « *On a fait cet investissement dans Kinder Morgan avant la mise en*

*vigueur de cette nouvelle politique [...] Je peux vous dire que nous avons déjà baissé un peu notre détention [dans Kinder Morgan] ». Enfin: « Notre orientation est assez évidente. À la fin de l'année vous allez voir ce que nous avons fait. ».*

Soyons clairs, Sortons la Caisse du carbone souhaite vivement que la Caisse diminue ses investissements dans les entreprises exploitant les pipelines. Ceci étant dit, si la Caisse a réellement réalisé cette baisse de détention, elle ne l'a pas fait sur la base de sa stratégie visant la baisse d'intensité de carbone de ses placements. Elle pourrait par exemple l'avoir fait en considérant les émissions en aval de celles produites par ses placements (ici, les émissions produites les sables bitumineux pour une détention dans les pipelines) ou en ouvrant la porte au désinvestissement des énergies fossiles. Ceci étant dit, peu importe la raison, une éventuelle sortie des placements dans les pipelines constituerait un virage à 180 degrés. Et faute d'expliquer ce qui a entraîné la forte hausse des acquisitions dans les pipelines en 2017 et leur éventuelle baisse en 2018, la Caisse donne l'impression d'improviser.

## **Considérant ces éléments, *Sortons la Caisse du carbone* émet les recommandations suivantes:**

### **La CDPQ doit viser une diminution totale de ses émissions de carbone en lieu et place d'une diminution de l'intensité**

La Caisse vise une diminution de l'intensité carbone de son portefeuille *par dollar investi*. Un tel engagement est peu contraignant et risque fortement, dans l'absolu, de n'avoir qu'un faible impact sur le climat planétaire en plus ne pas être suffisamment ambitieux par rapport aux exigences de l'Accord de Paris. En effet, dans un contexte où les investissements ne cesseraient de croître, les émissions liées au portefeuille de la Caisse pourraient continuer d'augmenter, bien qu'à un rythme inférieur à celui de l'ensemble du portefeuille. Contrairement à la capacité d'investir de la Caisse, la science nous indique que la capacité de l'atmosphère à absorber le carbone ne croit pas, elle, avec l'économie. À l'heure actuelle, la somme des engagements internationaux n'est pas suffisante pour atteindre nos objectifs de limiter le réchauffement « nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels »<sup>8</sup> et nous nous dirigeons plutôt vers un réchauffement de l'ordre de 3,2 à 3,4°C<sup>9</sup>. La Caisse devrait donc viser une diminution de ses émissions en termes absolus.

### **La Caisse doit rendre publique la rentabilité de ses investissements dans les énergies fossiles comparativement à l'ensemble de son portefeuille**

La Caisse doit faire preuve de transparence quant aux risques économiques associés à ses investissements dans les énergies fossiles. Un précédent [rapport](#) de Recycle ta Caisse montrait que les 50 plus importants investissements de la Caisse dans les énergies fossiles (indice Carbone 50) avaient vu leur valeur diminuer de 6,2% en 2017, infligeant une perte se situant entre 2,1 et 3,4 milliards \$. *Sortons la Caisse du carbone* soutient que l'avenir risque de réserver encore bien des mauvaises surprises en ce qui a trait à la rentabilité du secteur des énergies fossiles.

Ceci d'abord parce que la transition technologique va beaucoup plus rapidement que prévu. Le fait que le solaire et l'éolien dominant maintenant le marché au niveau de la construction de nouvelles centrales, ainsi que la baisse rapide du coût des batteries, nous entraînent vers une période où il ne sera plus nécessaire d'attendre la fin de vie utile des centrales au charbon et au gaz pour les remplacer par des

<sup>8</sup> Article 2 de l'Accord de Paris. Source: [https://unfccc.int/sites/default/files/french\\_paris\\_agreement.pdf](https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf)

<sup>9</sup> Selon le Climate Action tracker, source <https://climateactiontracker.org/>

énergies moins dispendieuses, plus fiables et renouvelables. La transition vers les véhicules électriques affiche la même tendance circulaire avec une augmentation de la production, suivie d'une baisse des coûts et d'une augmentation des ventes, laquelle amène une augmentation de la production et ainsi de suite. Les impacts sur l'industrie des énergies fossiles se fera sentir dans tous les secteurs au moment qui sera le leur, comme ce fut le cas l'automne dernier pour [ces dizaines de milliers de travailleurs qui ont été congédiés dans les usines de GE et Siemens](#) parce que la demande pour les turbines de centrales au charbon et au gaz est en chute libre.

La seconde raison pour laquelle l'avenir des énergies fossiles est sombre est associée au fait que la Caisse – malgré tout le bien fondé d'avoir une stratégie climat – se trouve par ce choix à faire partie d'un groupe de plus en plus restreint d'investisseurs qui ne comprennent pas que nous devons non pas sortir lentement, mais plutôt rapidement des énergies fossiles afin d'éviter de se retrouver avec des actifs échoués. *Sortons la Caisse du carbone* rappelle que plus de 800 institutions ont amorcé un désinvestissement, parmi lesquelles on retrouve de grandes institutions financières telles que le [Fonds souverain norvégien](#), [AXA](#), le [Crédit agricole](#), la [Banque mondiale](#), [HSBC](#), [PNB Paribas](#) et le [fonds de pension de la ville de New-York](#). La réalité nous a bien montré que l'atmosphère n'absorbe pas à l'infini le carbone qui lui est injecté. De la même manière, la réalité économique nous montrera bientôt que Le marché ne peut absorber indéfiniment les sorties de fonds des énergies fossiles sans que les secteurs affectés ne voient leurs titres chuter. [C'est d'ailleurs un impact qui commence à être mesurable](#). L'histoire nous a montré que les retardataires comprennent cette réalité en un même moment tardif où chacun tente de vendre ses titres de façon précipitée et où les pertes sont généralisées.

[M. Sabia](#) reconnaissait lui-même que les risques économiques liés aux énergies fossiles sont de plus en plus importants. Rendre publique la rentabilité de ses titres dans les énergies fossiles ne pourrait que faciliter la prise de décisions éclairées et judicieuses.

### **Les pipelines ne sont pas des alternatives aux secteurs fortement émetteurs**

*Sortons la Caisse du carbone* considère que les investissements dans les pipelines ont pour effet de nous retenir dans l'économie du passé et de ralentir l'inévitable transition vers une économie sans carbone. Les risques financiers de tels investissements demeurent d'ailleurs très élevés comme le montrait récemment la suspension des travaux du pipeline Trans Mountain de la compagnie Kinder Morgan.

### **La Caisse ne devrait effectuer aucun nouvel investissement dans les énergies fossiles**

La Caisse ne devrait injecter aucune nouvelle liquidité dans l'exploitation et le transport du charbon, du pétrole et du gaz. Elle devrait plutôt se concentrer sur une *sortie progressive* des investissements actuels dans ces secteurs, en incluant les pipelines.

## **La Caisse devrait investir massivement dans les énergies renouvelables**

Les besoins financiers dans le cadre de la transition énergétique sont phénoménaux. Les revenus du secteur des énergies renouvelables sont élevés, stables et prévisibles, ceci parce que les énergies de remplacement sont moins dispendieuses et que l'énergie qui les alimente est gratuite (soleil et vent). Tout le réseau de centrales électriques au charbon et au gaz, sur l'ensemble de planète, sera décommissionné et reconstruit dans les années à venir. Au rythme de croissance actuelle, nous aurons bientôt 1000 GW de panneaux solaires produits et installés à chaque année (l'équivalent de 1000 milliards \$ d'investissement annuel). Au niveau des transports, on remarque que tout le réseau mondial de recharges électriques ultra-rapides est à construire pour les véhicules légers et lourds et que les Gigafactories produisant les batteries sont à construire par dizaines. Dans ce contexte d'investissements massifs, même une annonce comme celle de la [SoftBank](#) qui offre 100 milliards de financement à l'Arabie Saoudite pour l'aider dans son entreprise de construire 200 GW d'énergie solaire passe relativement inaperçue. La Caisse devrait progressivement rediriger les 18 milliards \$ qu'elle détient dans les énergies

fossiles pour les additionner aux 8 milliards \$ qu'elle se propose d'investir dans les énergies renouvelables d'ici 2020.

*Sortons la Caisse du Carbone* souhaite que la Caisse aille rapidement plus loin et s'engage à réduire ses investissements dans les projets et les compagnies d'hydrocarbures au rythme prescrit par la science du climat pour contenir le réchauffement climatique bien en deçà de 2°C. Ce rythme est celui que propose notre groupe depuis sa formation : désinvestir d'ici 5 ans de toute compagnie n'ayant pas un plan pour sortir de manière ordonnée et rapide des énergies fossiles.

*Sortons la Caisse du Carbone* souligne le pas fait dans la bonne direction par la Caisse et l'invite maintenant à aller plus loin, beaucoup plus loin, beaucoup plus rapidement.

*Sébastien Collard,*

*Sortons la Caisse du carbone*

**Pour plus d'information :**

Diego Creimer, Fondation David Suzuki, 514-999-6743 [dcreimer@davidsuzuki.org](mailto:dcreimer@davidsuzuki.org)

Loujain Kurdi, Greenpeace Canada, 514-577-6657 [loujain.kurdi@greenpeace.org](mailto:loujain.kurdi@greenpeace.org)

Sébastien Collard, Recycle ta Caisse, 418-575-6147 [coursebas@hotmail.com](mailto:coursebas@hotmail.com)

## PÉTROLE ET GAZ CDPQ 2017 ACTIONS ET OBLIGATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2017

TITRES	VALEUR EN 2017 \$	VALEUR EN 2016 \$	NOMBRE D' ACTIONS EN 2017	NOMBRE D' ACTIONS EN 2016	VARIATION DU # D' ACTIONS (EN %) DE 2016 À 2017
1 Colonial Pipeline Company	1,500,000,000	500,000,000			
2 Enbridge Inc	1,245,900,000	682,536,915	18,449,297	7,397,169	149%
3 Exxon Mobil Corp	1,057,300,000	715,669,577	10,088,783	5,912,515	71%
4 TOTAL SA	977,700,000	1,053,555,182	14,113,362	15,288,170	-8%
5 TransCanada Corporation	929,100,000	915,487,817	15,186,509	15,122,032	0%
6 Canadian Natural Resources Limited	833,900,000	991,321,536	18,564,904	23,167,131	-20%
7 Suncor Énergie Inc	799,500,000	980,159,690	17,323,171	22,327,100	-22%
8 Pembina Pipeline Corp	772,000,000	510,611,877	8,626,510	8,615,596	0%
9 Fluxys SA	750,000,000	500,000,000			
10 Southern Star Acquisition Corporation	750,000,000	500,000,000			
11 Trencap SEC	750,000,000	500,000,000			
12 Seven Generations Energy Ltd	440,000,000	507,200,000	24,744,832	16,199,600	53%
13 Cenovus Energy Inc	358,000,000	631,903,171	31,186,303	31,128,235	0%
14 AltaGas Ltd	298,800,000	111,520,549	65,223	163,926	-60%
15 CNOOC Ltd	296,000,000	271,092,067	164,600,535	161,576,535	2%
16 Royal Dutch Shell PLC	240,800,000	210,794,398	5,703,495	5,559,343	3%
17 ARC Resources Ltd	240,300,000	376,457,324	16,289,802	16,289,802	0%
18 Enbridge Income Fund Holdings Inc	231,100,000	112,968,311			
19 Schlumberger Ltd	228,800,000	205,905,065	2,709,491	1,828,948	48%
20 Corex Resources Ltd	225,000,000	125,000,000			
21 HEF HoldCo II, Inc. Riverstone Global Energy & Power Fund V LP	225,000,000	225,000,000			
22 Kinder Morgan Canada Ltd	173,900,000		10221415		∞
24 Parex Resources Inc	163,000,000	151,660,600	8,974,000	8,974,000	0%
25 Chevron Corp	144,200,000	53,224,182	919,600	337,200	173%
26 Transcanada Trust	139,000,000				
27 Tourmaline Oil Corp	134,600,000	212,228,100	5,910,000	5,910,000	0%
28 BP PLC	131,400,000	134,369,337	14,826,776	15,912,203	-7%
29 Lukoil PJSC	130,500,000	157,265,228	1,799,052	2,080,690	-14%
30 Pason Systems Inc ACON Sequitur Investor Holdings II LLC	130,300,000	140,740,240	7,166,000	7,166,000	0%
31 EnerVest Energy Institutional Fund XIV-A LP	125,000,000	40,000,000			
32	125,000,000	125,000,000			
33 Interconnector UK Ltd	125,000,000	225,000,000			
34 NuVista Energy Ltd	117,500,000	101,646,016	14,646,400	14,646,400	0%
35 Secure Energy Services Inc	115,900,000	154,031,595	13,230,917	13,153,851	1%
36 Petrofac Ltd	114,900,000	217,418,660	13,293,954	15,098,597	-12%
37 Inter Pipeline Ltd	107,200,000	87,472,835	141,536	357,434	-60%

38	MEG Energy Corp	98,700,000	177,201,260	19,198,403	19,198,403	0%
39	Gazprom PJSC	86,800,000	103,710,666	30,571,455	30,571,455	0%
40	Technip SA	86,300,000	5,594,360	2,200,622	58,326	3673%
41	Petroleo Brasileiro SA	82,500,000	197,843,699	13,289,286	31,037,111	-57%
42	North West Redwater Partnership	82,400,000	80,210,095			
43	Marathon Petroleum Corp	79,700,000	82,669,116	964,300	1,224,331	-21%
44	ACON Sequitur Investor Holdings LLC	75,000,000	87,500,000			
45	ArcLight Energy Partners Fund V LP	75,000,000	62,500,000			
46	Azimuth Energy Partners III LP	75,000,000	87,500,000			
47	Azimuth Energy Partners IV LP	75,000,000	40,000,000			
48	Duke Energy Corp	65,900,000	97,500,000	625,533	936,353	-33%
49	Eni SpA	65,900,000	71,043,296	3,172,618	3,246,671	-2%
50	Gibson Energy Inc	64,600,000	53,496,312			
51	Tatneft PJSC	63,900,000	66,716,575	6,107,714	7,134,687	-14%
52	SK Innovation Co Ltd	60,200,000	38,387,060	251,557	235,992	7%
53	PTT PCL	58,800,000	53,674,565	3,476,329	3,852,929	-10%
54	China Petroleum & Chemical Corp	55,500,000	102,238,152	60,385,434	104,453,800	-42%
55	Reliance Industries Ltd	53,800,000	54,654,870	2,947,418	2,524,565	17%
56	Storm Resources Ltd	40,500,000	79,505,300	15,001,000	15,001,000	0%
57	SW Energy Capital LP	40,000,000	40,000,000			
58	TransCanada PipeLines Ltd	39,800,000	112,012,497			
59	Novatek OAO	35,400,000	40,951,480	235,261	235,261	0%
60	Valero Energy Corp	35,400,000	25,607,940	307,700	279,500	10%
61	PetroChina Co Ltd	34,600,000	58,559,845	39,610,056	58,574,056	-32%
62	Kinder Morgan Inc	34,400,000	74,535,957	1,517,229	2,683,742	-43%
63	Tupras Turkiye Petrol Rafinerileri AS	31,600,000	9,105,914	787,415	337,597	133%
64	Ultrapar Participacoes SA	31,100,000	41,555,130	1,097,272	1,474,162	-26%
65	Idemitsu Kosan Co Ltd	31,000,000	42,092	616,000	1,179	52148%
66	AP Moeller - Maersk AS	30,200,000	40,100,000	14,008	19,058	-26%
67	ConocoPhillips	25,700,000	51,798,658	373,946	770,352	-51%
68	Repsol	25,200,000	26,882,128	1,135,868	1,416,174	-20%
69	Oil & Natural Gas Corp Ltd	24,400,000	23,381,073	6,374,902	6,183,991	3%
70	Occidental Petroleum Corp	24,300,000	27,598,503	263,296	288,920	-9%
71	Entergy Corp Encore	24,200,000	34,200,000	236,961	346,606	-32%
72	China Gas Holdings Ltd	24,100,000	17,000,000	6,956,300	9,368,500	-26%
73	Polski Koncern Naftowy Orlen SA	23,800,000	20,158,598	623,192	735,614	-15%
74	Empresas COPEC SA	22,200,000	17,213,313	1,120,073	1,339,455	-16%
75	Surgutneftegas OJSC	20,400,000	23,158,486	33,484,558	33,484,558	0%
76	Azimuth Energy Partners II LP	20,000,000	40,000,000			
77	Bronco Midstream Partners LP	20,000,000	40,000,000			
78	Osum Oil Sands Corp	20,000,000	20,000,000			
79	Petronas Gas Bhd	20,000,000	11,700,000	3,148,442	2,156,042	
80	Quantum Energy Partners IV LP	20,000,000	40,000,000			

81	Snam SpA	20,000,000	24,515,286	3,263,685	4,428,143	-26%
82	Devon Energy Corp	19,000,000	23,023,687	366,942	375,923	-2%
83	Rosneft Oil Co PJSC	18,000,000	25,089,299	2,836,332	2,836,332	
84	Aegis Logistics Ltd	16,900,000	7,646,771	3,000,000	3,000,000	0%
85	PTT Exploration & Production PCL	16,600,000	19,421,286	4,325,087	5,388,187	-20%
86	Williams Cos Inc, The	16,200,000	41,630,673	423,606	996,896	-58%
87	Transneft PJSC	16,000,000	17,751,386	4,082	4,082	0%
88	Statoil ASA	15,800,000	64,793,657	590,028	2,625,545	-78%
89	Thai Oil PCL	15,500,000	15,367,458	3,901,255	5,679,755	-31%
90	S-Oil Corp	14,600,000	4,494,667	106,325	47,793	122%
91	Cabot Oil & Gas Corp	14,200,000	1,388,190	395,613	44,313	793%
92	ONEOK Inc	13,700,000	20,833,946	204,302	270,607	-25%
93	Formosa Petrochemical Corp	12,900,000	12,252,563	2,648,122	2,629,122	1%
94	US Silica Holdings Inc	12,800,000	11,284,095	313,989	148,454	112%
95	Inpex Corp	12,700,000	12,066,405	812,100	896,200	-9%
96	Anadarko Petroleum Corp	12,600,000	11,682,101	187,027	124,927	50%
97	National Oilwell Varco Inc	12,300,000	11,961,371	271,432	238,232	14%
98	GS Holdings Corp	11,700,000	10,828,319	160,336	180,266	-11%
99	Bharat Petroleum Corp Ltd	11,500,000	11,827,213	1,128,353	941,889	20%
100	Halliburton Co	11,400,000	10,531,197	185,491	145,183	28%
101	Marathon Oil Corp	10,800,000	2,467,603	509,000	106,300	379%
102	IRPC PCL	10,400,000	7,019,895	38,329,937	39,053,037	-2%
103	Ecopetrol SA	10,300,000	8,985,293	11,068,487	14,575,346	-24%
104	Core Laboratories NV	9,100,000	11,888,347	66,415	73,850	-10%
105	OMV Petrom SA	8,000,000	5,327,903	86,556,456	65,556,456	32%
106	Targa Resources Corp	8,000,000	12,408,295	131,758	165,020	-20%
107	Tenaris SA	7,900,000	9,644,694	397,493	401,802	-1%
108	MOL Hungarian Oil & Gas PLC Societatea Nationala de Gaze	7,800,000	6,067,822	534,513	64,210	732%
109	Naturale ROMGAZ SA	7,600,000	5,835,391	749,600	749,600	0%
110	ArcLight Energy Partners Fund IV LP	7,500,000	20,000,000			
111	EQT Corp	7,500,000	2,266,026	104,937	25,837	306%
112	Groupe Crevier Inc	7,500,000	7,500,000			
113	Neste Oyj	7,500,000	4,617,321	93,354	89,434	4%
114	Hindustan Petroleum Corp Ltd	7,400,000	7,183,350	897,276	823,808	9%
115	Indian Oil Corp Ltd	7,400,000	14,058,855	973,327	2,188,934	-56%
116	Galp Energia SGPS SA Polskie Gornictwo Naftowe i	7,200,000	6,695,546	313,188	333,587	-6%
117	Gazownictwo SA	7,000,000	6,939,501	3,092,782	3,836,706	-19%
118	Kunlun Energy Co Ltd	6,400,000	11,928,365	4,902,117	11,890,117	-59%
119	Phillips 66	5,700,000	2,323,397	45,343	20,050	126%
120	Petronas Dagangan BHD	5,500,000	4,646,092	728,418	653,018	12%
121	Woodside Petroleum Ltd	5,500,000	4,040,842	169,517	133,546	27%
122	Qatar Gas Transport Co Ltd	4,800,000	10,229,904	872,125	1,203,015	-28%

123	Caltex Australia Ltd	4,500,000	11,334,144	133,499	383,191	-65%
124	WorleyParsons Ltd	4,500,000	3,613,114	318,080	382,800	-17%
125	Sinopec Shanghai Petrochemical Co Ltd	4,300,000	5,800,000	6,035,130	8,043,130	-25%
126	China Oilfield Services Ltd	4,000,000	5,191,927	3,270,975	4,168,975	-22%
127	Grupa Lotos SA	3,900,000	2,033,927	189,076	165,517	14%
128	Continental Resources Inc	3,700,000	4,603,240	56,100	66,600	-16%
129	Helmerich & Payne Inc	3,700,000	3,622,110	46,096	34,896	32%
130	Petronet LNG Ltd	3,300,000	7,054,319	656,464	971,605	-32%
131	EOG Resources Inc	3,200,000	28,335	23,609	209	11196%
132	Oil & Gas Development Co Ltd	3,200,000		1,754,700		∞
133	OGE Energy Corp	2,900,000	12,600,000	69,731	281,220	-75%
134	Noble Energy Inc	2,700,000	5,735,865	73,889	112,379	-34%
135	ArcLight Energy Partners Fund III LP	2,500,000	2,500,000			
136	Carlyle/Riverstone Global Energy & Power Fund III LP	2,500,000	20,000,000			
137	Emerald Energy Fund I LP	2,500,000	2,500,000			
138	EnerVest Energy Institutional Fund XIII- A LP	2,500,000	2,500,000			
139	KERN Energy Partners I LP	2,500,000	2,500,000			
140	Nth Power Technologies Fund II-A LP	2,500,000	2,500,000			
141	Compagnie Pétrolière Impériale Ltée	2,400,000	993,428	61,241	21,268	188%
142	Pioneer Natural Resources Co	2,100,000	3,729,462	9,764	15,444	-37%
143	Cimarex Energy Co	2,000,000	2,169,671	12,905	11,905	8%
144	Concho Resources Inc	2,000,000	4,249,975	10,600	23,900	-56%
145	Canadian Utilities Ltd	1,800,000	120,600,000	48,577	3,331,454	-99%
146	Hess Corp	1,800,000	668,273	30,500	8,000	281%
147	Cheniere Energy Inc	1,700,000	11,185,279	25,820	201,320	-87%
148	China Merchants Energy Shipping Co Ltd	1,700,000	1,945,540	2,040,900	2,040,900	0%
149	Apache Corp	1,600,000	527,724	30,800	6,200	397%
150	Newfield Exploration Co	1,400,000	1,716,276	34,900	31,600	10%
151	Antero Resources Corp	1,100,000	2,686,553	46,707	84,707	-45%
152	OMV AG	1,000,000	17,713,207	12,781	361,772	-96%
153	Range Resources Corp	800,000	1,614,359	36,635	35,035	5%
154	Baker Hughes Inc	600,000	12,863,929	14,344	147,644	-90%
155	Sapura Energy Bhd	600,000	6,198,980	2,680,182	12,800,282	-79%
156	Cobalt International Energy Inc	500,000	10,400,000	422,035	6,330,539	
157	Lundin Petroleum AB	400,000	534,301	15,270	18,271	-16%
158	Pacific Radiance Ltd	400,000	424,240	3,229,500	3,264,500	-1%
159	Koninklijke Vopak NV	200,000	6,209,960	3,055	97,834	-97%
160	Oil India Ltd	200,000		31,984		∞
161	Oil Search Ltd	200,000	12,587	26,400	1,808	1360%
162	Santos Ltd	200,000	22,008,752	29,745	5,638,010	-99%
163	Origin Energy	100,000	2,986,958	10,347	466,767	-98%

164	ARC Energy Venture Fund 3 Canadian LP	2,500,000			
165	ARC Energy Venture Fund 4 Canadian LP	2,500,000			
166	Cairn India Ltd	3,290,606		687,740	-100%
167	Enbridge Energy Partners	40,143,443			
168	Enbridge Pipelines Inc	95,033,445			
169	FMC Technologies Inc	7,911,678		166,046	-100%
170	HollyFrontier Corp	4,670,056	100	106,300	-100%
171	JX Holdings Inc	15,068,081		2,649,110	-100%
172	Murphy Oil Corp	208,734		5,000	-100%
173	Saipem SpA	7,114,091		9,400,937	-100%
174	Showa Shell Sekiyu	9,261	1,541	741	108%
175	Southwestern Energy Co	2,512,739		173,171	-100%
176	Spectra Energy Corp	47,233,662		857,177	-100%
177	SW Resources Partnership	2,500,000			
178	Tesoro Corp	37,422,396		319,100	-100%
179	TonenGeneral Sekiyu	50,273		3,549	-100%
180	Trican Well Service Ltd	34,120,500		7,417,500	-100%
181	Twin Butte Energy Ltd	6,179,662			
182	Veresen Inc	4,091,185		312,066	-100%
183	Weatherford International Ltd	3,891,305		581,500	-100%
	<b>TOTAL :</b>	<b>17,899,800,000</b>		<b>16,202,218,776</b>	

## CHARBON CDPQ 2017 ACTIONS ET OBLIGATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2017

TITRES	VALEUR EN MILLIONS \$ 2017	VALEUR EN MILLIONS \$ 2016	NOMBRE D'ACTIONNÉS EN 2017	NOMBRE D'ACTIONNÉS EN 2016	VARIATION DU # D'ACTIONNÉS (EN %) DE 2016 À 2017
1 Sasol	81,200,000	82,700,000	1,873,111	2,112,845	-11%
2 Korea Electric Power Corp	57,600,000	59,000,000	1,290,617	1,206,536	7%
3 Tenaga Nasional Bhd	57,600,000	65,600,000	12,188,402	15,793,802	-23%
4 Kansai Electric Power Co Inc, The	52,800,000	11,100,000	3,440,825	758,225	354%
5 BHP Billiton	43,300,000	49,100,000	1,512,983	2,107,368	-28%
6 Marubeni Corp	32,400,000	10,100,000	3,572,467	1,327,267	169%
7 Tokyo Electric Power Co Inc	26,200,000	41,000,000	5,280,947	7,551,278	-30%
8 Dominion Resources Inc	25,800,000	70,800,000	254,421	688,845	-63%
9 CEZ AS	23,900,000	21,400,000	815,918	949,938	-14%
10 CLP Holdings	22,400,000	32,100,000	1,745,719	2,607,219	-33%
11 China Shenhua Energy	19,900,000	24,600,000	6,142,196	9,728,196	-37%
12 RWE AG	17,800,000	31,600,000	697,865	1,888,885	-63%
13 Ayala Corp	17,800,000	16,100,000	698,606	818,671	-15%
14 FirstEnergy	17,300,000	30,300,000	450,503	730,493	-38%
15 Chubu Electric Power Co Inc	17,300,000	25,300,000	1,111,082	1,347,682	-18%
16 Exxaro Resources	13,600,000	12,300,000	829,513	1,396,194	-41%
17 China Resources Power	11,400,000	15,700,000	4,865,341	7,379,341	-34%
18 AGL Energy	10,800,000	25,100,000	454,218	1,168,664	-20%
19 AES Corporation	9,900,000	16,800,000	729,095	1,074,990	-61%
20 Allteq	8,700,000	8,000,000	93,500	93,500	-32%
21 Inter RAO UES PJSC	8,100,000	11,400,000	108,944,600	135,612,600	0%
22 Coal India	7,400,000	8,800,000	1,441,247	1,478,469	-3%
23 Adaro Energy Tbk	6,800,000	8,000,000	39,390,791	47,311,091	-17%
24 Manila Electric Co	6,500,000	0	783,691	0	∞
25 Yanzhou Coal Mining	4,000,000	3,900,000	2,740,810	4,282,810	-36%
26 Energa SA	3,900,000	1,900,000	847,758	640,000	32%
27 Wesfarmers	2,800,000	100,000	65,149	1,572	4044%
28 Tauron Polska Energia SA	2,700,000	2,700,000	2,442,366	2,905,454	-16%
29 Banpu PCL	2,500,000	1,000,000	3,346,015	1,341,215	149%
30 Shandong Weigao Group Medical Polymer Co Ltd	2,500,000	3,900,000	2,786,009	4,334,009	-36%
31 Tata Power	2,400,000	4,200,000	1,296,292	2,773,659	-53%
32 Chugoku Electric Power Co Inc, The	2,300,000	10,300,000	167,826	650,826	-74%
33 Shanghai Electric Group Co Ltd	2,200,000	3,900,000	4,358,637	6,502,637	-33%
34 Daewoo Engineering & Construction Co Ltd	2,100,000	1,200,000	307,758	221,073	39%
35 Power Finance Corp Ltd	1,300,000	2,300,000	564,501	968,570	-42%
36 Jindal Steel & Power Ltd	800,000		197,203		
37 Enea SA	400,000		92,837		
38 Bukit Asam Persero Tbk PT	300,000		1,289,300		
39 Public Power Corp SA	100,000		38,083		

40	Teck Resources	48,900,000	1,576,166	-100%
41	China Coal Energy	3,000,000	4,724,860	-100%
42	Inner Mongolia Yitai Coal	1,100,000	895,000	-100%
<b>TOTAL (\$)</b>		<b>626,800,000</b>	<b>765,300,000</b>	

**SOURCES :**

Commission parlementaire des finances publiques sur l'étude des crédits 2016-2017  
 Rapport annuel de la CDPQ 2016, section renseignements additionnels  
 Rapport annuel de la CDPQ 2017